

# Comment le RN a surmonté le « gender gap »

Politique

---

Par Maya Shaw

Publié le 29 mai 2026

*Responsable du pôle genre et combats de Terra Nova Jeunes*

**Les comportements électoraux des hommes et des femmes sont parfois très divergents. Un phénomène d'« écart de genre » (gender gap) est particulièrement documenté dans le vote vis-à-vis des candidats populistes. Pourtant, en France, la progression du Rassemblement national auprès de l'électorat féminin semble montrer une évolution inverse. Comment expliquer le succès récent de la formation d'extrême droite française auprès de cet électorat ? Et quelles leçons en tirer pour l'analyse des comportements électoraux ?**

**C**ette réflexion s'inspire du traitement médiatique des dernières élections américaines, au cours desquelles les enjeux de genre ont constitué un axe structurant du discours médiatique et politique<sup>1</sup>. Le genre est apparu comme un déterminant essentiel du vote, dans une élection

opposant une candidate démocrate à un ancien président affichant un virilisme revendiqué.

Transposée au contexte français, cette grille de lecture conduit à observer un double mouvement : une réduction de l'écart de genre, d'une part, qui confirme néanmoins, d'autre part, le rôle croissant du genre dans la stratégie de normalisation du Rassemblement National et d'élargissement de sa base électorale. L'évolution du vote féminin illustre la réduction de l'écart de genre: sous la direction de Marine Le Pen, le parti est parvenu à attirer une part croissante d'électrices, qui lui accordent désormais leur suffrage à des niveaux équivalents, voire supérieurs, à ceux des électeurs masculins (22,8% contre 20% en 2017<sup>2</sup>, 23% pour les deux en 2022<sup>3</sup> et 30% contre 32% en 2024<sup>4</sup>) contrairement au RN de Jean-Marie Le Pen qui rebutait l'électorat féminin (21% pour les hommes contre 13% pour les femmes en 2002<sup>5</sup> qui baisse à 12% pour les hommes contre 9% pour les femmes en 2007<sup>6</sup>).

Pourtant, le parti revendique des positions conservatrices en matière de droits des femmes. En témoignent récemment les votes contre la proposition de loi pour modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles ; l'abstention à propos de la loi Rixain sur l'égalité économique et professionnelle ; l'abstention lors de la ratification de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre les violences sexistes ; les votes opposés (ou les abstentions) à la constitutionalisation de l'IVG (23 députés sur 89 au total). Le discours du parti sur les droits des femmes s'articule autour de deux registres complémentaires : le registre sécuritaire et le registre nataliste. Le registre sécuritaire se traduit par une représentation des femmes comme figures vulnérables nécessitant une protection face à la menace migratoire ; comme en témoigne la déclaration de candidature de Marine Le Pen pour 2022<sup>7</sup> : "Je veux dire en particulier aux femmes que je me trouverai en travers du chemin de quiconque les menacera, elles ou leurs libertés" figurant dans la rubrique 'Rétablir votre sécurité et stopper

l'immigration'. Le registre nataliste, quant à lui, mobilise l'idée d'un empêchement structurel à la réalisation du désir de maternité des femmes, en raison d'un accès jugé inéquitable aux politiques familiales, faute de l'application du principe de préférence nationale (cf. le livret thématique du parti sur la famille<sup>8</sup>).

Cette note entend donc analyser la manière dont le genre a pu être mobilisé comme outil stratégique afin d'élargir la base électorale du Rassemblement National en ciblant l'électorat féminin, historiquement plus rétif à l'extrême droite.

—

Il convient de rappeler que la comparaison entre les contextes politiques et électoraux des États-Unis et de la France ne peut être envisagée de manière totalement symétrique. L'offre politique étasunienne repose sur une répartition binaire bipartite. Une binarité notamment creusée lors des dernières élections avec un camp trumpiste ayant renforcé ses colorations masculinistes, face à un parti démocrate se positionnant clairement en faveur des droits des femmes ; en tout cas, ceux reproductifs. En France, la configuration multipartite rend le paysage politique plus nuancé.

Sur l'échiquier politique français, on observe à l'extrême droite une féminisation stratégique du discours xénophobe, permettant au RN de proposer une offre en matière de droits des femmes tout en conservant leurs positionnements idéologiques fondateurs. Le RN s'approprié la question féminine, notamment à travers Marine Le Pen qui utilise son genre comme argument de légitimité. Cet engagement s'inscrit néanmoins davantage dans une logique d'instrumentalisation au service des orientations traditionnelles de son parti que d'un virage idéologique, puisqu'il parvient à préserver une base électorale moins sensible aux revendications féministes : en 2024, 51% des sympathisants RN estiment que le féminisme est allé trop loin<sup>9</sup>.

A l'inverse, la gauche s'est mobilisée sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (loi sur la protection des victimes de violences conjugales proposée par la députée socialiste Cécile Untermaier adoptée en 2023, loi sur l'intégration du consentement dans la définition du viol proposée par la députée insoumise Sarah Legrain en 2024, loi contre les violences conjugales en milieu rural proposée par la députée insoumise Manon Meunier en 2025) tandis que le bloc central a porté, depuis 2017, des avancées législatives notables en matière des droits des femmes. Ces mesures, impulsées notamment par Marlène Schiappa, comprennent le renforcement de l'action contre les violences sexistes et sexuelles (2018), l'intégration d'un volet 'protection des victimes' dans la loi Élan (2018), l'adoption de textes contre les violences intrafamiliales (2019), des dispositions visant à étendre les possibilités de placement sous surveillance électronique mobile des auteurs de violences conjugales (2019), ainsi qu'une loi de protection des victimes de violences domestiques (2020).

Malgré ces avancées, l'offre politique articulée autour des enjeux de genre demeure insuffisamment visible et identifiable pour détourner l'électorat féminin du RN.

Ainsi, une première lecture laisse entrevoir une dynamique paradoxale, dans laquelle l'extrême droite semble s'appropriier la question féminine comme instrument de légitimation politique, tandis que la gauche et le centre, malgré des avancées concrètes, ne parviennent pas à formuler une alternative symboliquement et électoralement concurrentielle.

# **Le Radical Right Gender Gap**

## **La théorie**

La notion de Radical Right Gender Gap a pour ambition d'éclairer le phénomène qui s'observe depuis la fin des années 1980, dans les pays de l'Union européenne, selon lequel les

femmes votent moins que les hommes pour les droites radicales populistes<sup>10</sup>. Les données agrégées analysées par Givens indiquent qu'entre 1988 et 1995, l'électorat masculin représentait près de 60 % des suffrages en faveur de l'extrême droite en Autriche, en France et en Allemagne<sup>11</sup>. Ces résultats sont confirmés par Rippey qui montre que, sur la période 1999–2002, environ deux tiers des électeurs des partis d'extrême droite en Autriche, en Belgique, en France, en Allemagne et en Italie étaient des hommes<sup>12</sup>. Par ailleurs, une étude comparative menée dans douze pays d'Europe occidentale, à partir des données de l'Étude des valeurs européennes, révèle qu'en 2010, en moyenne 11,1 % des hommes déclarent voter pour un parti de droite radicale, contre 6,8 % des femmes ; soit un écart moyen de 4,3 points, pouvant atteindre jusqu'à 13 points en Norvège<sup>13</sup>.

D'après Terri Givens, ce phénomène serait attribuable à quatre mécanismes : la division genrée du travail, la surreprésentation des femmes dans la pratique religieuse, la montée des valeurs féministes et la socialisation primaire des femmes.

La première explication tiendrait à la différence entre les sexes sur le marché du travail. En Europe, depuis les années 1990, ce sont principalement les électeurs de la classe ouvrière qui votent le plus pour les partis d'extrême droite. Cette classe est majoritairement composée d'hommes, en emploi manuel, particulièrement confrontés au chômage, à la précarité et à la concurrence avec une main d'œuvre moins onéreuse – qu'elle soit immigrée sur le territoire national ou délocalisée dans des pays où elle est moins coûteuse. Ces problématiques nourriront chez cette catégorie de la population le sentiment d'être 'les perdants de la mondialisation' ; et donc les rendraient plus réceptifs au discours anti-immigration et anti-mondialisation des partis les plus à droites. Les femmes, à l'inverse, sont plus souvent employées dans des emplois non manuels et peu délocalisables, tel que le commerce ou le

service aux personnes, et seraient donc moins sensibles à ces discours.

La deuxième explication, particulièrement pour les jeunes femmes, tiendrait à la diffusion des valeurs féministes. Ces positionnements idéologiques rentreraient donc en conflit avec les postures conservatrices des partis d'extrême droite sur les droits des femmes.

Inversement, les femmes les plus âgées, notamment dans les pays chrétiens, seraient plus souvent religieuses que les hommes. L'Église ayant fréquemment condamné les thèses nationalistes et identitaires de l'extrême droite, cette appartenance les rendrait moins perméables à leurs discours, surtout pour les plus pratiquantes d'entre elles ; et les pousserait à s'orienter vers des partis portant les valeurs de l'universalisme chrétien.

Le dernier mécanisme actif tiendrait à la socialisation primaire des femmes. Malgré l'évolution des mœurs et une prise de conscience croissante des mécanismes limitants de la socialisation genrée, beaucoup de femmes ont été, ou sont toujours, éduquées pour favoriser l'obéissance, le respect des règles et le rejet du risque et de la contestation. Une telle socialisation rendrait donc les femmes moins réceptives aux discours radicaux, tels que ceux portés par l'extrême droite, et les inciterait à prioriser la stabilité politique et sociale. Les observations de la littérature en psychologie sociale confortent cette thèse lorsqu'elles soulignent une aversion au risque plus importante chez les femmes que les hommes.

Ce cadre d'interprétation peut aussi être enrichi par d'autres hypothèses susceptibles d'expliquer la réticence historique des femmes envers l'extrême droite. Entrées plus tardivement que les hommes sur le marché du travail, elles ont longtemps assumé, et assument encore largement, la charge de la reproduction sociale, c'est-à-dire l'ensemble des activités qui assurent le maintien du foyer et la perpétuation des conditions

sociales (soins aux enfants, entretien du domicile et transmission des normes, valeurs et ressources nécessaires à l'intégration sociale).

Cette responsabilité pourrait avoir influencé leur moindre adhésion aux partis d'extrême droite, dans la mesure où elle les amène à accorder une attention plus marquée aux politiques sociales et familiales, historiquement portées par la gauche, plutôt qu'aux politiques économiques, traditionnellement associées à la droite. De plus, les programmes de l'extrême droite peuvent être perçus comme menaçant certaines prestations sociales, par exemple par le prisme de la 'préférence nationale', et seraient donc en tension avec les intérêts redistributifs féminins. Les résultats de l'étude menée par Harteveld *et al.* s'inscrivent dans cette perspective : à positionnement idéologique égal, notamment sur les enjeux migratoires, les femmes adhèreraient moins aux contenus des programmes des partis d'extrême droite, ceux-ci accordant une priorité à des enjeux qui semblent davantage mobiliser l'électorat masculin<sup>14</sup>.

Toutefois, beaucoup de ces dynamiques qui semblaient expliquer cet écart évoluent ; malgré la surreprésentation des femmes dans la classe des employés, elles ne sont pas hermétiques à la concurrence étrangère sur ces postes. De plus, la religion peut être autant mobilisée pour l'avancement de valeurs conservatrices, comme le montre la traction récente du concept de '*trad wife*' (femme traditionnelle). Si ce phénomène est plus marqué aux États-Unis qu'en France, il n'en demeure pas moins accessible aux jeunes publics français par le biais des réseaux sociaux. Le Haut Conseil de l'Égalité signale notamment l'infusion de cette idéologie traditionaliste dans son rapport de 2024, dans lequel l'adhésion à des stéréotypes féminins augmentent cette année : les hommes, mais également les femmes à moindre mesure, considèrent davantage que lors de la précédente vague que ces dernières

doivent avoir peu de partenaires sexuels ; par exemple (42% soit 6% de plus que l'année précédente)<sup>15</sup>.

On observe également une évolution du positionnement de la religion chrétienne vis-à-vis de l'extrême droite. En 2002, la Conférence des évêques de France appelait explicitement à faire barrage au candidat frontiste, tandis qu'à la veille du second tour de 2017 elle s'est limitée au « rappel des fondamentaux »<sup>16</sup>.

Par ailleurs, l'instrumentalisation de l'islam et l'appel aux « racines chrétiennes » de la France ou de l'Europe trouvent un certain écho chez des catholiques pratiquants. Après l'affaire des caricatures de Mahomet, une corrélation inédite a été constatée entre la fréquence de la pratique catholique et les préjugés anti-immigrés ; corrélation qui s'estompe toutefois après l'élection du pape François en 2013, qui incarne un catholicisme plus ouvert <sup>17</sup>.

## Son instrumentalisation

Bien que le concept de 'Radical Right Gender Gap' perde de son poids explicatif depuis le début des années 2010, ce dernier a été instrumentalisé dans la construction d'une narration médiatique centrée sur une fracture genrée aux États-Unis, supposément illustrée lors de l'élection opposant Kamala Harris à Donald Trump en 2024. Le traitement médiatique de ces élections a en effet privilégié une lecture par le prisme du genre, au point de constituer un cadrage principal dans la compréhension de ces élections. La notion de cadrage est ici entendue comme le prisme à travers lequel un phénomène est présenté et compris, au détriment d'autres grilles de lectures possibles, jusqu'à s'imposer dans la construction de l'opinion publique<sup>18</sup>. Dans ce cas précis, l'identité des candidats, la composition de leur électorat et leurs priorités politiques ont été appréhendées à travers une lentille médiatique marquée par le sceau du genre.

Selon cette logique, le cadrage médiatique mettrait en scène une fracture culturelle. D'un côté, les femmes seraient moins réceptives aux droites radicales populistes : c'est l'hypothèse du *Radical Right Gender Gap*. De l'autre, l'émergence d'un sexisme renouvelé<sup>19</sup>, qualifié de 'gender backlash'<sup>20</sup>, expliquerait l'attrait de certains hommes vers des positions conservatrices, notamment sur les droits des femmes, portés par l'idée que les avancées féministes les pénaliseraient.

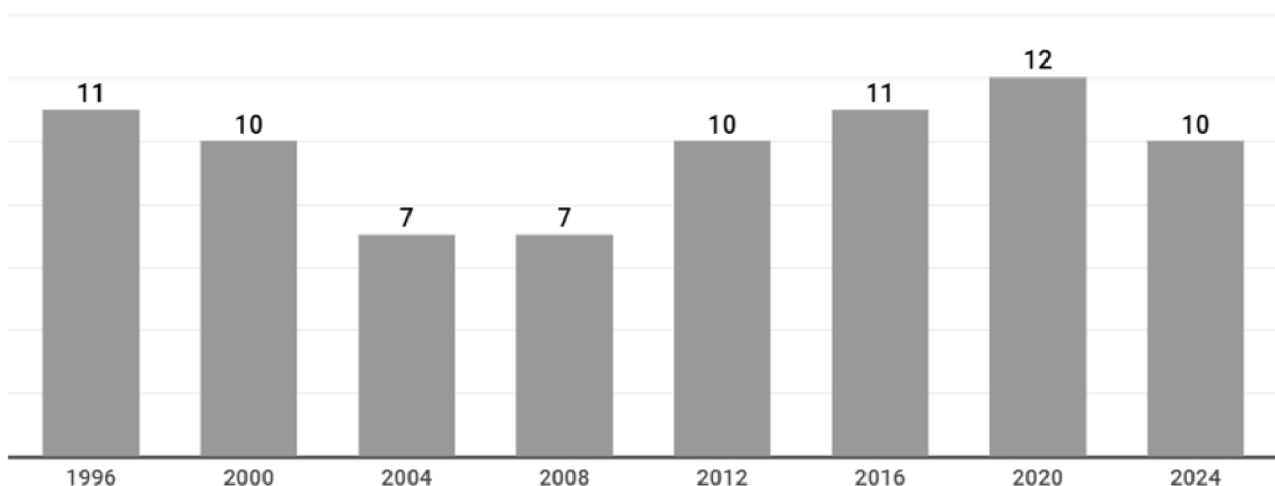
Cette polarisation expliquerait les choix programmatiques des campagnes. Harris a fait des droits reproductifs, notamment du droit à l'avortement, un axe central de son programme, mobilisant largement l'électorat féminin et en particulier celles s'identifiant au féminisme. Cet engagement a structuré sa campagne autour de la défense des droits des femmes. À l'inverse, Trump a affiché son soutien à des figures masculinistes prônant une vision traditionaliste, voire réactionnaire, de la masculinité (comme Joe Rogan, Theo Von, Adin Ross et Logan Paul), souvent en opposition explicite au féminisme. Cette idéologie se trouve ainsi de facto associée à son électorat, qui se montrerait majoritaire par son élection.

Cette polarisation inquiète, d'autant plus qu'il s'insère dans une tendance mondiale de montée de représentants politiques ouvertement anti-féministes, comme Giorgia Meloni en Italie ou Alice Weidel en Allemagne.

Cependant, une analyse des écarts de genre dans les votes américains montre que l'on est loin d'un scénario alarmant de « guerre des genres ». Les dernières élections présentent des résultats relativement stables : les femmes ne votent pas davantage pour le parti démocrate qu'avant, et les hommes ne se tournent pas plus massivement vers le parti républicain ; puisque le 'gender gap' reste en moyenne de 10 points dans les sondages de sorties de vote depuis 1996 (voir Figure 1) <sup>21</sup>. Cette première lecture indiquerait que le genre ne semble pas avoir joué de rôle structurant dans ces scrutins. En réalité, l'introduction de l'effet générationnel, fait réapparaître l'écart

de genre ; puisque Donald Trump a surtout séduit les jeunes hommes. Entre 2020 et 2024, le vote des hommes entre 18 et 25 ans, le "bro vote", augmente de 15 %<sup>22</sup>. Il y a donc dans le vote trumpiste, une dimension genrée au sein des plus jeunes générations, qui semblent diviser les jeunes femmes et les jeunes hommes de 16 points. Ce 'bro vote' serait la manifestation d'une priorisation des enjeux économiques chez les hommes, articulée à un sexisme contemporain véhiculé par des figures masculinistes qui ciblent spécifiquement cette tranche d'âge<sup>23</sup>.

Figure 1 : Gender Gap dans le choix de vote présidentiel de 1992 à 2024



Source : Edison, Sondage de sortie des urnes (anciennement Voter News Service 1992-2000). Les valeurs reflètent les différences de genre dans le choix de vote pour le candidat gagnant de l'élection de cette année (le parti varie en fonction du résultat de l'élection).

De la même façon, l'introduction du critère ethnique fait apparaître un nouvel écart de genre : 55% des hommes latinos ont voté pour Trump en 2024<sup>24</sup>, un résultat inédit pour les républicains sur ce segment électoral. De la même manière qu'il séduit d'avantage les jeunes hommes que les jeunes femmes, le candidat trumpiste semble également convaincre dans une plus grande mesure les hommes latinos que les femmes du même

groupe ethnique. En 2020, le gender gap entre les hommes et les femmes latinos atteint entre 6 et 10 points, en fonction des instituts d'enquête<sup>25</sup>. Cette différence serait attribuable à la plus grande identification des hommes latinos à leurs conditions économiques et professionnelles – se traduisant par un attrait pour le programme républicain – tandis que les femmes s'identifieraient davantage à leurs conditions sociales ; se manifestant par un attrait pour le programme démocrate<sup>26</sup>. L'introduction de la dimension ethnique fait ainsi réapparaître un écart de genre au sein de ces groupes, les femmes et les hommes y adoptant des comportements de vote différenciés. Ces observations soulignent l'importance de croiser les lectures sociologiques afin d'appréhender l'effet du genre sur les comportements électoraux.

Du côté des urnes françaises, une lecture selon le genre révèle l'augmentation du vote féminin nous montre que les femmes votent de plus en plus pour le Rassemblement National. D'après Nonna Mayer et Anja Durovic, cette évolution serait attribuable à l'érosion du Radical Right Gender Gap. Les Françaises apparaissent plus sensibles au discours porté par l'extrême droite : au premier tour des dernières élections présidentielles de 2022, 23% des femmes comme 23% des hommes ont voté pour Marine Le Pen<sup>27</sup>. Au deuxième tour, 41% des femmes contre 43% des hommes ont donné leur vote au parti lepéniste<sup>28</sup>. Il semblerait donc que l'écart des genres ait été comblé en France. Toutefois, à l'instar des scrutins américains, nous verrons que l'introduction d'autres variables sociologiques nous apportent un éclairage supplémentaire sur ces évolutions électorales.

## **Son érosion**

Anja Durovic et Nonna Mayer<sup>29</sup> analysent les quatre mécanismes du clivage de genre précédemment présentés et montrent que, du côté de la demande, une partie de l'électorat féminin se révèle réceptive aux discours de l'extrême droite, tandis que l'offre politique s'est adaptée en intégrant les enjeux

liés au genre. Ces évolutions suggèrent que le modèle explicatif à partir du genre, développé depuis la fin des années 1980, tend à s'épuiser depuis les années 2010 et n'est dorénavant plus pleinement opérationnel.

En effet, si l'on reprend le premier mécanisme explicatif, la tertiarisation et précarisation des emplois crée un large groupe de travailleurs non qualifiés, entraînant un lissage de la division genrée dans le travail. Dorénavant, les femmes se retrouvent autant, si ce n'est plus, que les hommes dans ces postes : elles représentent 80% des employés non qualifiés et 38% des ouvriers non qualifiés<sup>30</sup>. La difficulté des conditions de travail des employés (horaires difficiles, décalés et morcelés, long trajets, tâches répétitives, contact du public souvent pressurant, contrats précaires) s'apparente à celle des travailleurs manuels. Elles sont notamment surreprésentées parmi les emplois partiels : en 2023, 26.6% des femmes salariées sont en temps partiel, contre 7.8% des hommes. Si l'on concentre l'analyse à la tranche des 15-24 ans, la part de femmes salariées à temps partiel atteint 33,2 %<sup>31</sup>. Cette surexposition des plus jeunes femmes aux professions instables nourrit les mêmes sentiments de déclassement chez ces femmes.

Par ailleurs, la présence d'immigrés et de descendants d'immigrés sur ces postes (caissières de supermarché, assistantes commerciales, personnel de crèche ou femmes de ménage) atteint des niveaux comparables à ceux des ouvriers<sup>32</sup>, et peut contribuer à un ressentiment anti-immigrés similaire, dans un contexte où ces femmes perçoivent peu de perspectives d'amélioration de leur condition sociale.

La religion chrétienne a aussi évolué en termes de positionnement idéologique. La mise en place de nouvelles interdictions sur le voile et autre signes religieux musulmans portés par les femmes (interdiction de dissimulation du visage dans les lieux publics et donc le niqab en 2010, interdiction du

port du voile du personnel dans les établissements accueillant des enfants de moins de six ans en 2015, arrêtés municipaux contre le burkini en 2017) – leur visibilité médiatique, les débats associés et la montée du fondamentalisme islamique – ont réveillé un discours identitaire et durci les attitudes ethnocentristes chez certains chrétiens français, particulièrement depuis 2005, année de l’affaire des caricatures de Mahomet<sup>63</sup>. Malgré le fait que les politiques interdisant le port du voile dans un nombre grandissant de contextes touchent *de facto* au genre – ce qui pourrait créer une solidarité entre femmes religieuses – c’est davantage à la dimension ethnocentriste de ces politiques que les femmes chrétiennes, plutôt âgées, adhèrent. En d’autres termes, ces femmes seraient dorénavant plus sensibles au discours xénophobe des droites radicales ; désactivant le deuxième mécanisme du clivage de genre.

C’est à ce stade que l’importance de la stratégie politique de l’offre doit être étudiée. Un parti trop clairement opposé aux droits des femmes qui se positionne comme largement contestataire continuera peut-être d’activer les deux derniers leviers du clivage de genre : la montée du féminisme et la socialisation primaire des femmes. Ce n’est qu’avec la reprise du Front National par Marine Le Pen en 2011 que ce dernier subit un lifting stratégique d’euphémisation et de féminisation, afin de capter un public féminin et renforcer sa légitimité auprès d’un plus grand nombre. C’est notamment l’évolution de l’offre politique du parti, rendue possible par le changement de gouvernance, qui a permis à la candidate féminine d’extrême droite de percer de plus en plus loin dans les résultats des trois dernières élections présidentielles. Marine Le Pen a mis en place une stratégie sur-mesure qui a rendu caduques les deux derniers mécanismes de barrage du clivage de genre.

## **Une nouvelle offre**

Cette nouvelle offre repose donc sur deux axes :  
l’euphémisation des positionnements et la féminisation des

intérêts du parti. Le premier a été baptisé 'stratégie de la cravate', qui, par l'édulcoration globale des éléments de langage utilisés lors des prises de parole des représentants du parti, devient moins radical<sup>34</sup>. Le parti devient sérieux, donc, et se vêt d'une professionnalisation apparente. Cette approche est d'autant plus pertinente que le paysage politique a évolué, accueillant un nouvel acteur sur l'extrême droite de l'échiquier politique, Éric Zemmour, qui a contribué à estomper la position originelle du RN.

L'émergence de Reconquête! et les prises de paroles de son représentant, contribuent non seulement à rendre les interventions du RN plus acceptables en comparaison, par un élargissement de la fenêtre d'Overton — soit la fenêtre contenant l'éventail des idées perçues comme acceptables par l'opinion public à un moment donné — mais agissent également comme un repoussoir en réactivant le clivage de genre auprès des femmes, qui se retrouvent ainsi davantage enclines à voter pour le RN que pour Reconquête! à positionnement idéologique égal<sup>35</sup>. Désormais, c'est Reconquête! qui occupe la place du parti illégitime, car trop contestataire. Il devient donc plus facile, surtout pour les dernières générations, d'oublier la radicalité incarnée par le fondateur du RN et de mettre de côté les idées encore incarnées par le parti.

L'édulcoration du RN et l'ascension de Reconquête ont pu induire un effet de 'centrisation' apparente du parti lepéniste. Additionnellement, Emmanuel Macron et les Républicains ont contribué à renforcer la légitimité des positions du RN en reprenant l'agenda du parti sur les questions d'immigration et de séparatisme, participant ainsi à son processus de 'mainstreamisation'<sup>36</sup>.

Ce processus peut ainsi expliquer les comportements électoraux des femmes, qui tendent à s'aligner sur celui des hommes. En effet, près d'un tiers des femmes âgées de 18 à 26 ans ont voté pour Marine Le Pen en 2017, dans une proportion nettement supérieure à celle observée chez leurs homologues

masculins qui, eux, sont un quart à lui avoir donné son vote. Entre 1988 et 2017, le vote lepéniste a doublé chez les 18–26 ans, mais a quadruplé chez les femmes de cette tranche d'âge<sup>37</sup>. Cette cohorte, entrée que récemment sur la scène électorale, ne connaît que le RN « mariniste », ce qui peut expliquer la proportion plus élevée de votes en sa faveur au sein de cette tranche d'âge. Dans les sondages de sortie des urnes, ces femmes apparaissent moins réticentes à déclarer ce vote<sup>38</sup> : elles rencontrent désormais moins d'obstacles symboliques à l'expression d'un vote RN.

A l'inverse, les générations précédentes ont tendance à sous-déclarer leur vote en faveur du parti, et ce proportionnellement à leur âge. Alors que les hommes déclarent un vote RN de façon proportionnelle à tous les âges, les femmes déclarent de moins en moins le vote à mesure que nous remontons les générations : les femmes dans la tranche des 18–29 ans sont 13.9% à déclarer voter pour le RN en 2017, puis plus que 9.6% chez les plus de 60 ans, contre 13,3% chez les hommes du même âge<sup>39</sup>. Cette décroissance peut s'expliquer par la persistance des souvenirs liés au passé du parti chez ces générations, qui l'ont connu dans le paroxysme de sa radicalité. Dès lors, y compris parmi les femmes qui lui accordent leur suffrage, le tabou entourant ce choix électoral demeure. Ainsi, plutôt qu'un engouement des jeunes femmes pour le RN, il s'agit d'avantage d'un affaiblissement de leur défiance à l'égard de ce parti réactionnaire, et donc d'un réalignement générationnel<sup>40</sup>.

C'est donc avec la première phase du remaniement de l'offre politique du RN que ce dernier désactive le barrage du clivage de genre de la socialisation primaire : le parti devient légitime et un choix respectable pour les femmes des dernières générations en âge de voter.

Pour ce qui est de la féminisation du parti, Marine Le Pen a choisi à plusieurs reprises de s'adresser aux Françaises 'de femme à femme' ("Lettre aux françaises" publiée le 8 mars 2022 ; tract distribué lors des "Assises Présidentielles" du 4 & 5

février 2017 à Lyon évoquant ses vécues 'de femme', ainsi que le choix de slogan pour 2022 : "Une Femme d'État pour la France"). Un signal qui rencontre une oreille attentive, puisque, la même année, une Française sur deux considère Marine Le Pen comme féministe<sup>41</sup>. Ce captage se construit sur une étape clé : la légitimation de l'idéologie "fémonationaliste" ; soit la conviction que les violences de genre sont attribuables en écrasante majorité aux immigrés et aux étrangers<sup>42</sup>, qu'il faudrait renvoyer pour éradiquer les violences de genre. C'est un argument mobilisé par Marine Le Pen quand elle s'adresse aux Françaises le 8 mars 2022 dans *le Figaro*, lorsqu'elle évoque le harcèlement de rue et promet "l'expulsion des étrangers qui se livrent à ces pratiques outrageantes".

Cette nouvelle manifestation du féminisme est totalement intégrée par le RN, qui s'appuie sur la propagation d'un certain registre féministe pour avancer une de leurs causes piliers – le nationalisme et la xénophobie. De fait, ce nouveau recours aux valeurs féministes vient désactiver le dernier mécanisme barrage du clivage de genre. C'est là que se révèle l'efficacité de la stratégie du parti, qui parvient à séduire un public jeune en demande de réponses aux inégalités de genre, tout en lui offrant une solution aussi ancienne que l'existence de son propre parti. Si la solution n'est pas nouvelle, son intégration dans la stratégie active du parti l'est. Ce public est particulièrement composé des plus jeunes femmes, d'avantage mobilisées par les questions féministes. Un public dorénavant capté par le parti lepéniste.

Cette thèse permet de mieux expliquer la montée du RN en France qui gagne les votes des femmes comme jamais auparavant, et donne de la visibilité à une stratégie efficace, puisque le parti réussit à capter un nouveau public tout en conservant l'ancien, qui a plutôt, pour sa part, tendance à arborer une vision contestatrice de l'évolution du féminisme.

Le schéma du clivage de genre nous permet donc d'analyser à la fois l'évolution de la demande et de l'offre politique, dont la

conséquence est l'augmentation du vote RN, tendance qui peut paraître inexorable tant les deux dynamiques sont bien articulées et aujourd'hui complètement intriquées. Si le parti a su se saisir de l'opportunité d'une demande plus susceptible d'adhérer à son idéologie, ce captage a aussi été facilité par l'incapacité de la gauche de mobiliser les électrices, et particulièrement les jeunes électrices, d'avantage en demande de politique féministe sur les droits des femmes. Comme le RN, la gauche aurait pu se saisir d'une conjoncture qui reste en demande de réponse aux droits des femmes sans avoir pour effet collatéral une radicalité raciste, et pourrait, de fait, mieux répondre aux besoins des deux derniers leviers du clivage de genre, la montée des valeurs féministes et la socialisation des femmes ; et même les réactiver face à l'offre politique de l'extrême droite.

## Notes

- ① [Kelly Dittmar](#), "Gender Is A Persistent Force In Presidential Elections", *Forbes*, Octobre 2024; Lisa Lerer, Katie Glueck, 'Why Gender May Be the Defining Issue of the Election', *New York Times*, Octobre, 2024; Alexandra Hutzler, 'Will the gender gap decide the 2024 election?', *Abc News*, Novembre 2024.
- ② Abdelkarim Amengay, Anja Durovic et Nonna Mayer, "L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen", *Revue Française de Science Politique*, vol. 67 N°6, 2017, p.1067-1087
- ③ Enquête Ipsos 'Présidentielle 2022 : Profil des abstentionnistes et sociologie des électors'
- ④ Enquête Ipsos 'Sociologie des électors et profil des abstentionnistes : Élections Européennes'

- ⑤ Enquête Ipsos '1er tour des présidentielles 2002 : Comprendre le vote des Français. Qui a voté quoi ? Les motivations de vote'
- ⑥ Mariette Sineau, « Le vote hommes/femmes au premier tour de la présidentielle 2007 : effets de genre, effets de génération ? », 2007. hal-00972997
- ⑦ <https://www.cnccep.fr/pdfs/Candidat-06-Marine-Le-Pen-Declaration-accessible.pdf>
- ⑧ <https://rassemblementnational.fr/documents/projet/projet-la-famille.pdf>
- ⑨ Rapport 2024 sur la lutte contre le racisme l'antisémitisme et la xénophobie, Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme
- ⑩ Terri E. Givens, « The Radical Right Gender Gap », *Comparative Political Studies*, 37 (1), 2004, p 30-54
- ⑪ Terri E. Givens, "Gender Differences in Support for Radical right, Anti-Immigrant Political Parties", *The Center for Comparative Immigration Studies*, University of California, San Diego
- ⑫ Rippey, Phyllis. (2007). When women are right: The influence of gender, work and values on European far-right party support. *International Feminist Journal of Politics*. 9. 379-397. 10.1080/14616740701438259.
- ⑬ Immerzeel, Tim & Coffé, Hilde & Lippe, T. (2013) Explaining the gender gap in radical right voting: A cross-national investigation in 12 Western European countries. *Comparative European Politics*. 13. 10.1057/cep.2013.20.
- ⑭ Harteveld, E., van der Brug, W., Dahlberg, S., & Kokkonen, A. (2015). The gender gap in populist radical-right voting: examining the demand side in Western and

Eastern Europe. *Patterns of Prejudice*, 49(1-2), 103-134.  
<https://doi.org/10.1080/0031322X.2015.1024399>

- ⑮ Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, Rapport annuel 2024 sur l'état des lieux du sexisme en France, 22 janvier 2024
- ⑯ Op. Cit. 2
- ⑰ Ibid
- ⑱ Vincent Tiberj, *La droitisation française : Mythe et réalités*, Presses Universitaires de France, 2024
- ⑲ Le sexisme moderne se manifeste par un sentiment que le féminisme irait trop loin, et que celui-ci créerait désormais une inégalité pour les hommes. Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, "Rapport annuel 2024 sur l'état des lieux du sexisme en France", janvier 2025
- ⑳ Terme né de l'essai de Susan Faludi, *Backlash : La guerre froide contre les femmes*, Édition des femmes, 1991 dans lequel elle décrit ces reculs qui suivent les avancées féministes face à la résistance des forces patriarcales à l'émancipation des femmes.
- ㉑ 'Gender Gap: Voting Choices in Presidential Elections', *Center for American Women and Politics*, 2024
- ㉒ Isabelle Hanne, 'Aux Etats-Unis, les jeunes en bataille genrée pour la présidentielle', *Libération*, Octobre 2024
- ㉓ Center for Information & Research on Civic Learning and Engagement, Post 2024 Election Youth Poll
- ㉔ 'National Election Pool, Exit Poll, *Edison Research*, 2024
- ㉕ Alvaro J. Corral, David L. Leal, "When demography is (not) destiny: Exploring identity and issue cross-pressures among Latino voters in the 2020 presidential

election", *Social Science Quarterly*, 2024; 105:1239-1252.

- ②⑥ Ibid
- ②⑦ Op. Cit. 3 ; Anja Durovic, Nonna Mayer, "Un vent de renouveau ? : La recomposition des gender gaps électoraux à l'élection présidentielle française de 2022", *Revue Française de Science Politique*, vol. 72, n°4, 2022, p. 463-484
- ②⑧ Ipsos, « Présidentielle 2022 : Second tour : profil des abstentionnistes et sociologie des électorats », 2022
- ②⑨ Anja Durovic, Nonna Mayer, "Un vent de renouveau ? : La recomposition des gender gaps électoraux à l'élection présidentielle française de 2022", *Revue Française de Science Politique*, vol. 72, n°4, 2022, p. 463-484
- ③⑩ Amossé Thomas, Chardon Olivier. « Les travailleurs non qualifiés : une nouvelle classe sociale ? », *Économie et statistique*, n°393-394, 2006. Histoires de vie. pp. 203-229 <https://doi.org/10.3406/estat.2006.7148>.
- ③⑪ Insee, Enquête 'Emploi', 2023
- ③⑫ Peugny, C. (2015). « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires : La participation politique des ouvriers et des employés ». *Revue française de science politique*. 65(5), 735-759. <https://doi.org/10.3917/rfsp.655.0735>.
- ③⑬ Yuma Ando *et al.*, « Le regard des chercheurs », dans Commission nationale consultative des droits de l'homme, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2021*, Paris, La Documentation française, 2022, p. 41-109
- ③⑭ Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, "Rapport annuel 2024 sur l'état des lieux du sexisme en

France", janvier 2025

③⑤ Op. Cit. 29

③⑥ «« Mainstreamisation », c'est-à-dire d'un « processus par lequel (...) des discours et ou des attitudes passent d'une position marginale dans le spectre politique ou la sphère publique à une position centrale, modifiant ainsi ce qui est jugé acceptable ou légitime dans espaces et des contextes politiques, médiatiques et publics. »  
Brown, Katy, Mondon, Aurelien, Winter, Aaron, "The far right, the mainstream and mainstreaming : towards a heuristic framework", *Journal of Political Ideologies*, 28:2, 162-179, 2023 ; Vincent Tiberj, *La droitisation française : Mythe et réalités*, Presses Universitaires de France 2024 ; Florent Gougou, « La consolidation d'un nouvel ordre électoral ? Les élections de 2022 dans la perspective 28 26 / 27 des réalignements », *Revue Française de Science Politique*, 72. 915-943, 2024 ; François Xavier Demoures, *Montée de l'extrême droite : une prophétie autoréalisatrice ? L'aube éditions*, février 2025.

③⑦ Op. Cit. 16

③⑧ Marchand-Lagier, C. (2018). Le vote des femmes pour Marine Le Pen Entre effet générationnel et précarité socioprofessionnelle. *Travail, genre et sociétés*, 40(2), 85-106. <https://doi.org/10.3917/tgs.040.0085>.

③⑨ Ibid

④⑩ Ibid

④⑪ « Marine Le Pen jugée plus « féministe » que Macron : comment la candidate a réussi à convaincre des électrices », *Le Parisien*, 20 avril 2022, cité par Kenza Tahri dans « Marine Le Pen et les droits des femmes : le risque d'une marche arrière forcée », *La Grande Conversation*, avril 2022

④ 60% est le chiffre avancé par Némésis, groupe féministe d'extrême droite. Il est important de mentionner l'autre chiffre souvent communiqué lors des discussions sur les violences sexuelles : 91% de ces actes sont commis par des personnes proches de la victime. (Rapport d'information déposé par la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le viol, n° 721, déposé le jeudi 22 février 2018 par Sophie Auconie et Marie-Pierre Rixain.)